

# « Ce n'est pas la parole mais l'écoute qui a été libérée »

FRANCE Marlène Schiappa analyse l'impact des affaires sur les droits des femmes

## Marlène Schiappa

A 35 ans, elle est secrétaire d'Etat française à l'Égalité entre les femmes et les hommes. En 2008, elle avait fondé l'association « Maman travaille », pour promouvoir l'égalité parentale. Elle a écrit plusieurs romans ou essais. Avant de soutenir Emmanuel Macron lors de la dernière présidentielle, elle était depuis 2014 adjointe au maire socialiste du Mans pour les questions d'égalité et de lutte contre les discriminations.

- La secrétaire d'Etat française veut faire du droit des femmes une « grande cause nationale ».
- Une loi est en préparation qui entend réprimer le harcèlement de rue.
- Une tâche qui sera confiée à la police de proximité.



LENA LEADING — EUROPEAN NEWSPAPER — ALLIANCE

ENTRETIEN

PARIS

DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

C'est l'une des benjamines du gouvernement d'Édouard Philippe. L'une de celles, aussi, qui a le

plus fait parler. Les critiques, d'ailleurs, ne l'ont pas épargnée lorsqu'elle a commis quelques gaffes. Mais l'affaire Weinstein, qui a conduit à une extraordinaire libération de la parole des femmes, l'a mise en pleine lumière. Marlène Schiappa ne revendique aucun modèle. Elle peut rencontrer Monique Pelletier, ministre sous Giscard, ou Yvette Roudy, ministre sous Mitterrand, mais elle met en avant sa singularité en citant Oscar Wilde : « Soyez vous-même, les autres sont déjà pris. » Avec le président Macron, elle veut faire du droit des femmes une grande cause nationale.

La parole des femmes s'est libérée après l'affaire Weinstein. Quelque chose est vraiment en train de chan-

ger ?

*En réalité, les femmes ont parlé ou essayé de parler depuis des années. J'ai*

*écrit, il y a presque deux ans, un livre intitulé Où sont les violeurs ? dans lequel je faisais le constat que la quasi-totalité des femmes ont été harcelées ou agressées sexuellement, mais elles sont entourées par une forme de silence, voire de relativisation. Ce qui se passe maintenant, c'est que l'écoute a été libérée. La société est enfin prête à écouter les témoignages de ces femmes.*

**Certains craignent que cela aille trop loin...**

*Honnêtement, sur les millions de messages qui ont été portés, je n'ai vu qu'une dizaine de noms. Et il m'a semblé que les noms donnés ont été suivis de plaintes. Dans ces cas-là, la Justice fait son travail. S'il y a diffamation, elle fera son travail aussi. Nous sommes dans un Etat de droit, il n'y a pas de tribunaux populaires.*

**Comment faire en sorte que ce mouvement ne s'essouffle pas ?**

*Je n'ai pas attendu pour commencer à travailler sur ces thèmes. Le président Emmanuel Macron a décrété l'égalité entre les femmes et les hommes comme grande cause nationale. Avec la garde des Sceaux, nous avons déjà commencé à préparer la nouvelle loi contre les violences sexuelles et sexistes. J'avais aussi lancé le Tour de France de l'égalité en octobre et une grande campagne de communication sera lancée fin novembre.*

**Quelle est la frontière à ne pas franchir ?**

*C'est le consentement. À partir du moment où une femme a dit non, il faut respecter ce non. On a beaucoup de pédagogie à faire sur ce point. Aller dans une chambre avec quelqu'un ne veut*

*pas dire qu'on veut avoir un rapport sexuel avec cette personne. Nous avons publié une vidéo très simple mais très claire qui définit avec des tasses de thé ce qu'est le consentement. Si on nous propose du thé et qu'on dit oui, cela ne veut pas dire qu'on voudra encore du thé à 17 heures ou demain. On peut aussi demander du thé et s'apercevoir quand il arrive qu'on n'en veut plus.*

**L'emprise peut être de toute sorte. Y compris religieuse, comme on le voit dans l'affaire Tariq Ramadan...**

*C'est quasi sectaire. J'ai lu le livre de Henda Ayari qui accuse Ramadan de viol et, sans présager des suites judiciaires de cette accusation, on voit bien qu'il a une emprise sur elle. D'ailleurs elle explique très bien le cheminement de l'après : le sentiment de culpabilité, l'idée que peut-être ce n'était pas un viol. Cela arrive à beaucoup de femmes qui expliquent pourquoi elles n'osent pas témoigner : car c'est un homme de pouvoir, ou quelqu'un qui exerce une emprise, ou encore avec une personne avec laquelle il existe des liens affectifs. La majorité des viols survient dans le cadre intra-familial, et la majorité des femmes qui sont violées le sont par des hommes qu'elles connaissent.*

**Dans les cas Ramadan ou Weinstein, certains avouent les avoir connus comme « dragueurs un peu lourds ». Portent-ils une responsabilité ?**

*Il faut garder la mesure des choses. Il est difficile de blâmer des gens pour avoir fréquenté quelqu'un qui a violé des femmes. De toute évidence, la plupart des gens qui le fréquentaient – on peut les croire ou pas – disent qu'ils ne savaient pas. Edwy Plenel condamne sans réserve les viols. On reproche aussi à Caroline Fourest de ne pas avoir dénoncé ces viols qu'elle supputait. Il ne faut pas non plus instrumentaliser le viol et la violence sexuelle pour des règlements de comptes.*

**Vous voulez légiférer sur le harcèlement dans la rue. Comment faire ?**

*Quand il y a des textos, des messages, l'agression peut être caractérisée. Mais quand c'est parole contre parole, c'est effectivement très difficile. Il est important que plusieurs femmes parlent, quand il y en a eu plusieurs. Mais ce n'est pas parce que la femme est seule à accuser qu'elle ment. Il faut avoir confiance en notre système, notre Etat de droit. La Justice doit trancher, c'est pour ça qu'il y a un procès, une instruction, un tribunal, un procureur. Le ministre de l'Intérieur Gérard Collobert a annoncé le recrutement de 10.000 policiers de la sécurité du quotidien : une de leurs missions sera d'identifier le harcèlement de rue et de verbaliser les flagrants délits.*

**Est-ce réaliste ?**

*Un des buts est aussi d'amener les*

hommes à s'interroger sur leur propre comportement. Et débattre de ce que la société accepte. Il me semble extrêmement important que la loi de la République écrive noir sur blanc qu'elle condamne le harcèlement de rue. Qu'il est interdit en France d'intimider des

femmes dans la rue, de les suivre, de leur demander dix fois leur numéro de téléphone. Car il ne s'agit pas seulement d'une question de harcèlement de rue, il s'agit de la vie des femmes de façon générale. Quand vous avez 40 minutes de trajet et que vous pas-

sez 40 minutes à regarder derrière vous parce que vous craignez pour votre intégrité physique, vous n'arrivez pas sur votre lieu de travail dans un état d'esprit serein et vaillant. Tous ces sujets sont liés. ■

Propos recueillis par  
JOËLLE MESKENS

## politique « Les femmes sont scannées »

**Quand la PMA, sera-t-elle accordée à tous les couples ? Vous l'aviez annoncée pour début 2018 avant que le calendrier soit rectifié...**

*Je n'ai rien rectifié et il n'y a pas de reculade : la question sera abordée dans le cadre de la révision des lois bio-éthiques.*

**Vous craignez la Manif pour tous ?**

*Je crois beaucoup au dialogue et à l'écoute avec tout le monde. Je n'ai jamais refusé un débat. Il y a des gens avec qui on peut parler et auxquels on peut expliquer quels sont les tenants et aboutissements de ces sujets. Et puis il y a des gens avec lesquels il faut mener un combat politique. La Manif pour tous se présente comme une association familiale, sympathique, qui défend l'enfant. Ce n'est pas ça. En réalité, c'est un mouvement politique qui a appelé pendant les présidentielles à voter contre Emmanuel Macron.*

**Il faut le combattre ou le recevoir ?**

*Les deux. On peut recevoir des gens que l'on combat.*

**Est-ce dur de moderniser la France en étant une femme jeune ?**

*La France est un pays très désireux de changement et en même temps, et c'est très humain, résistant au changement. Nous sommes en train de changer les codes. Pour la majorité des*

*gens, un responsable politique est encore plutôt un homme, blanc, plutôt âgé qui a fait une grande école et qui a été parlementaire pendant plusieurs mandats.*

**Est-ce à cela que vous attribuez les polémiques à votre propos (votre passage dans le quartier de la Chapelle-Pajol à Paris, pour montrer qu'une femme pouvait y passer sans être harcelée, le « CAP petite enfance », un diplôme susceptible d'être donné aux parents qui élèvent leurs enfants, la fréquence de l'épisiotomie, que les gynécologues ont dit surestimée) ? Ou vous reconnaissez des maladresses ?**

*Il y a d'abord eu une forme de bizutage. Toutes ces réactions négatives, quasi pavloviennes, sont survenues au début, puis ça s'est calmé. Des*

*choses que je pouvais dire étaient perçues comme scandaleuses alors que, dites par d'autres, elles étaient « entendables ». Donc oui, il y a une forme d'essentialisation et de sexisme. Dans la presse, pas dans la politique, d'ailleurs. Tous les articles qui m'étaient consacrés quand j'ai été nommée commençaient par une description physique avant éventuellement de passer au fond. Les femmes sont scannées physiquement avant d'avoir un débat sur leurs compétences. On regarde à quoi elles res-*

*semblent. Plus vous ressemblez à un homme physiquement, plus vous avez une présomption de compétence.*

*Ensuite, il y a sans doute eu des maladresses de ma part. Quand on est pendant dix ans un électron libre, activiste, auteur de romans et d'essais, présidente d'un réseau et qu'on devient tout à coup membre d'un gouvernement, cela change la donne. Là, je représente maintenant la France à l'étranger. J'ai des réunions diplomatiques bilatérales. Tout se passe bien a priori ! (rire) ■*

Jo.M

**« Il y a eu une forme de bizutage. Plus vous ressemblez à un homme physiquement, plus vous avez une présomption de compétence »**